

France/Affaire Benalla

Dans un Parlement électrisé, le Premier ministre conteste l'existence d'une "affaire d'Etat"

AFP
Paris/France

L'opposition n'en démord pas : elle a annoncé le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement.

LE Premier ministre français Edouard Philippe a relativisé hier l'affaire Benalla, qui n'est pas pour lui une "affaire d'Etat" mais une "dérive individuelle", lors d'une séance électrique à l'Assemblée nationale, alors qu'une majorité de Français demandent à Emmanuel Macron de s'expliquer sur la plus importante crise politique de sa présidence.

"Rien n'a été masqué, rien n'a été omis", a assuré dans une atmosphère très tendue M. Philippe, qui a ainsi brisé le silence de l'exécutif sur le scandale provoqué par la diffusion d'images filmées montrant Alexandre Benalla, un ancien collaborateur de M. Macron, en train de frapper deux manifestants le 1er mai.

Il s'agit d'une "dérive individuelle" et non d'une "affaire d'Etat", a soutenu le Premier ministre sous les ovations des députés macronistes, mais les quolibets de l'opposition. Admettant que des "ques-

tions" se posaient sur la "proportionnalité" de la sanction infligée début mai à M. Benalla, il a toutefois jugé que "la célérité" de la réponse n'était "pas contestable".

Alexandre Benalla avait simplement été suspendu pendant 15 jours de ses fonctions et il a fallu attendre les révélations sur ses agissements, la semaine dernière, pour qu'il soit licencié et inculpé. Trois enquêtes ont été ouvertes : judiciaire, parlementaire et administrative.

Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a de son côté répété devant le Sénat, la chambre haute du Parlement, qu'il n'"appartenait pas au ministère de l'Intérieur de saisir" la justice, comme l'oblige la loi française à tout fonctionnaire ayant connaissance d'un éventuel délit ou crime. Lundi matin devant l'Assemblée, le ministre s'était déjà défaussé sur les services de la présidence française, seuls habilités, selon lui, à saisir les juges. Dans l'après-midi, la Commission d'enquête de l'Assemblée a interrogé un premier membre de l'Elysée, le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda. "J'ai considéré que je n'avais pas assez d'éléments pour

justifier" de saisir la justice, a-t-il argué.

MOTION DE CENSURE. Le secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, le bras droit du chef de l'Etat, répondra pour sa part demain aux questions du Sénat, signe que l'affaire tutoie bien les sommets.

Par ailleurs, le président du groupe LR (opposition de droite) à la chambre basse, Christian Jacob, a annoncé le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement, probablement la semaine prochaine, afin qu'il "s'explique".

Elle a peu de chances d'être votée au vu de la très large majorité dont disposent à l'Assemblée nationale le parti présidentiel LREM et le Modem, son allié. Mais avec un groupe LR de 103 membres pour 58 signatures requises, son dépôt semble cependant acquis, avec un long débat en perspective pour le Premier ministre Edouard Philippe.

La France insoumise (gauche radicale), qui cherche à déposer sa propre motion avec l'appui des communistes et des socialistes, n'a d'ailleurs pas exclu de voter le texte LR. "Vous avez dit que l'opposition ne cherchait



Le Premier ministre Edouard Philippe et son gouvernement ont dû faire face hier au feu roulant des questions des députés. Ceux de l'opposition annonçant le dépôt d'une motion de censure.

pas la vérité mais la crise", a déclaré son chef Jean-Luc Mélenchon : "La crise est là, la vérité se dérobe". Les formations d'opposition ont déjà réussi à provoquer de sérieuses secousses à la chambre basse, avec le renvoi à la rentrée de l'examen d'une révision constitutionnelle chère à Emmanuel Macron.

Dans un sondage Elabe diffusé hier, huit Français sur dix se disent choqués par l'affaire Benalla et une très large majorité d'entre eux souhaite qu'Emmanuel Macron s'exprime sur le sujet.

Pour le quotidien de gauche Libération, la présidence est désormais "à découvert". "Les projecteurs se tournent vers l'Elysée", titre quant à lui

le quotidien catholique La Croix.

Cette crise politique est la plus grave depuis son élection en mai 2017 pour Emmanuel Macron, qui avait promis pendant sa campagne une "République exemplaire".

« La "génération Macron" se retrouve soudain happée par une réalité éternelle de la vie politique : la tentation de l'abus de pouvoir », commentait vendredi le journal suisse Le Temps.

"Nous avons fait campagne sur le fait que la politique devait être plus propre et je m'aperçois que c'est le pire du monde d'avant, donc forcément c'est un peu déstabilisant", a déploré un député de la majorité parlementaire, Paul Molac.

Turquie-Israël/Diplomatie

Guerre des mots entre Erdogan et Netanyahu

AFP
Istanbul/Turquie

A l'origine de ce regain de tension entre les deux dirigeants, la loi définissant Israël comme "l'Etat-nation du peuple juif".

"ETAT fasciste" contre "sombre dictature" : le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont croisé le fer hier au sujet d'une loi en Israël définissant ce pays comme "l'Etat-nation du peuple juif".

Cet échange, le plus houleux entre les deux dirigeants depuis plusieurs mois, survient sur fond de tensions récurrentes entre la Turquie et Israël qui menacent de faire dérailler le fragile processus de normalisation des relations entre les deux pays entamé il y a deux ans.

Ardent défenseur de la cause palestinienne, M. Erdogan a ouvert les hostili-

tés hier en dénonçant pour la première fois et de façon virulente le texte adopté jeudi par le Parlement israélien, qu'Ankara considère comme "discriminatoire".

"Cette mesure a montré (...) qu'Israël était l'Etat le plus sioniste, le plus fasciste et le plus raciste au monde", a lancé M. Erdogan lors d'un discours devant son groupe parlementaire à Ankara, tandis que des députés criaient "maudit soit Israël".

La réponse de M. Netanyahu ne s'est pas fait attendre. "Erdogan massacre des Syriens et des Kurdes et emprisonne des dizaines de milliers de Turcs (...) Sous son pouvoir, la Turquie devient une sombre dictature", a répliqué le chef du gouvernement israélien.

Ce regain de tension survient quelques jours après le vote par le Parlement israélien d'une loi qui désigne "l'Etat d'Israël comme l'Etat national du peuple juif où celui-ci applique son droit naturel,

culturel, religieux, historique", en précisant que "le droit d'exercer l'autodétermination au sein de l'Etat d'Israël est réservé uniquement au peuple juif".

Ce texte, qui stipule également que l'hébreu est la langue officielle d'Israël alors que l'arabe n'a plus qu'un "statut spécial", a suscité des accusations de "racisme" à l'encontre de la minorité arabe qui représente 17,5% de la population, majoritairement juive.

La Turquie a été l'un des plus virulents détracteurs de cette loi qui a suscité plusieurs critiques dans le monde musulman, Ankara accusant les dirigeants israéliens de vouloir mettre en place un "Etat d'apartheid".

"ESPRIT D'HITLER" "L'esprit d'Hitler qui a entraîné le monde dans une grande catastrophe a de nouveau fleuri parmi certains dirigeants israéliens", a déclaré M. Erdogan, coutumier des comparaisons

entre l'Etat israélien et le Troisième Reich responsable de la mort de millions de juifs.

Rejetant les critiques, M. Netanyahu a soutenu hier qu'Israël défendait "avec constance l'égalité des droits de tous les citoyens avant et après le vote de cette loi".

"Le Premier ministre d'un Etat d'apartheid sioniste bâti sur le racisme, l'occupation et le déplacement (de populations) est mal placé pour donner des leçons sur les droits de l'Homme à notre président", a répliqué le porte-parole de M. Erdogan, Ibrahim Kalin.

Le porte-parole du président turc a qualifié la nouvelle loi israélienne de "tentative éhontée d'institutionnaliser la discrimination contre le peuple palestinien".

Cet échange illustre la fragilité des relations entre la Turquie et Israël, deux alliés importants des Etats-Unis au Proche-Orient. Ces turbulences diploma-

tiques risquent de saborder la fragile normalisation des relations entamée en 2016 entre les deux pays, après une grave crise déclenchée par un raid israélien meurtrier contre un navire d'une ONG turque se dirigeant vers la bande de Gaza en 2010.

Après plusieurs mois d'accalmie dans la foulée de l'accord de normalisation, les tensions ont fait leur retour, notamment après le transfert par les Etats-Unis de leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem en mai dernier.

Ankara a sommé en mai l'ambassadeur d'Israël en Turquie de quitter le pays provisoirement après la mort de plusieurs dizaines de Palestiniens tués par des soldats israéliens à la frontière avec la bande de Gaza, lors de manifestations contre le transfert de l'ambassade américaine.

Le président turc avait à cette occasion accusé Israël de "terrorisme d'Etat" et de "génocide".

A travers le monde

• **Afghanistan/Explosion.** Kaboul sous des roquettes

Au moins trois personnes ont été blessées par l'explosion de plusieurs roquettes hier dans Kaboul, a indiqué un porte-parole de la police, Hashmat Stanikzai.

• **Iran/Diplomatie.** Menaces de Trump : l'armée se tient prête

Le chef d'état-major des forces armées iraniennes a averti hier les Etats-Unis que Téhéran riposterait avec "force" à une poursuite des menaces américaines contre les intérêts de l'Iran.

• **Italie/Politique.** Rome limite les services aux demandeurs d'asile

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, chef de file de l'extrême droite, a annoncé avoir envoyé une circulaire limitant au strict minimum les services offerts aux 136 000 demandeurs d'asile que compte actuellement le pays.

• **Pakistan/Législatives.** Derniers préparatifs à la veille du scrutin



La puissante armée pakistanaise a achevé le déploiement de centaines de milliers de ses soldats devant les bureaux de vote avant les élections législatives de ce mercredi, dont l'issue apparaît incertaine.

• **Proche-Orient/Conflit.** Un avion de guerre syrien visé par Israël

Une source militaire syrienne a accusé hier Israël d'avoir tiré en direction d'un avion de guerre syrien qui menait des opérations contre les jihadistes en Syrie, l'Etat hébreu affirmant que l'appareil était dans l'espace aérien israélien.

• **Russie - Etats-Unis/Diplomatie.** Poutine et Trump vont poursuivre leurs contacts "utiles"

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue américain Donald Trump se sont mis d'accord pour poursuivre leurs contacts "utiles" après le sommet à Helsinki la semaine dernière, a déclaré hier le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov.